

FORUM

BONNE NOUVELLE Doyenne de l'Europe

LONGÉVITÉ Emma Morano, une Italienne qui vient de fêter ses 116 ans, est la doyenne de l'Europe et la deuxième femme la plus âgée au monde derrière une Américaine. Son secret: deux



œufs crus et un cuit tous les matins. Et la séparation d'avec son mari violent, en 1938... Mais les gènes y sont aussi pour quelque chose: sa sœur a vécu jusqu'à 107 ans.



L'ÉDITO

CHRISTINE SAVIOZ JOURNALISTE

Il y a une vie en dehors de l'actu racoleuse

Prendre le temps. Pour toucher aux sujets de fond de la société. C'est l'ambition d'une émission comme «Faut pas croire», le magazine religieux de la RTS voué à la disparition comme deux autres programmes diffusés à la radio. La nouvelle a été justifiée rationnellement par les soucis d'économie de la RTS. Les dirigeants espéraient sans doute que l'annonce ne prenne pas trop d'ampleur. Raté. Le communiqué a provoqué un tollé.

Pourquoi un tel succès dans les protestations? L'amour du fond, sans doute. Dans cette société où tout va (trop) vite, l'être humain a aussi besoin de respirations où il peut s'interroger sur le sens de l'existence. Car les émissions dites «religieuses» ne se résument pas à la seule thématique de la religion. Elles veulent ouvrir les esprits avec des thèmes aussi divers que la chasse, les migrants, le handicap ou encore les intersexes. Certes, les chiffres montrent qu'elles s'adressent à onze fois moins de personnes qu'un magazine d'actu pure et dure comme «Mise au point». Mais l'heure de diffusion de ces

Les gens ont certes envie d'être informés le plus rapidement possible, mais ils ont aussi besoin d'espaces de réflexion. L'un n'exclut pas l'autre.

programmes «religieux», souvent cantonnés dans des tranches horaires où les spectateurs et auditeurs se font rares, n'aide pas à accroître leur audience. Par ailleurs, les sujets traités dans ces programmes n'ont rien de racoleur; ils préfèrent susciter la réflexion, informer et cultiver.

A l'exemple d'une émission réalisée juste après les attentats de Paris sur le thème: «Comment surmonter la peur?». Les intervenants ont également tenté d'expliquer comment les personnes peuvent se reconstruire après un tel drame. Des réflexions à mille lieues de la recherche du scoop, d'un direct souvent malsain avec des vidéos montrant les tirs des tueurs et les corps des victimes, d'un ton de panique comme l'ont fait certaines chaînes françaises le soir du drame parisien.

Là, pour une fois, on a pris le temps d'écouter, de partager sans alimenter la terreur des gens.

Les auditeurs-télé spectateurs ont certes envie d'être informés le plus rapidement possible – ils sont éduqués au «tout savoir tout de suite» – mais ils ont aussi besoin d'espaces de quiétude. L'un n'exclut pas l'autre. La réflexion peut parfois éviter le passage aux actes extrémistes. Et redonner du sens dans l'époque où l'on vit. On en a bien besoin.

VOIR NOTRE SUJET EN PAGE 4



COP 21: LES TRAVAUX ONT COMMENCÉS...

PAGE 32

Notre canton vu par ses hôtes



CONSTAT No 18

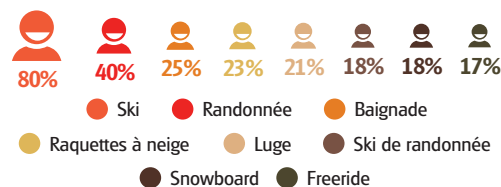
La gastronomie est un motif de visite apprécié par les Suisses.

Quelles sont les habitudes des Suisses lorsqu'ils viennent en Valais?

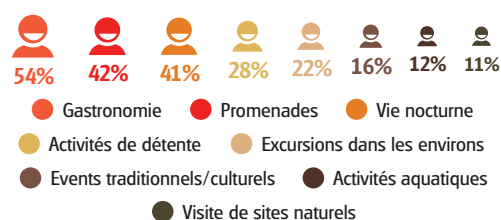
Toutes saisons



Les hôtes suisses s'adonnent volontiers aux activités sportives suivantes:



Les activités de loisirs et de détente suivantes sont les plus appréciées des hôtes suisses:



Demain, les habitudes des hôtes par générations.

LENQUÊTE DE L'OBSERVATOIRE VALAISAN DU TOURISME SUR WWW.TOUROBS.CH (7500 sondés)

LES PHRASES DU JOUR...

PAGE 4 «Nous avons besoin de ces émissions, surtout après les attentats de Paris.»

CALIXTE DUBOSSON À PROPOS DE LA SUPPRESSION D'ÉMISSIONS RELIGIEUSES À LA RTS

PAGE 7 «Aller en dessous, c'est mettre les gens dans la rue.»

BENOÎT BENDER PRÉSIDENT DES CMS VALAISANS QUI CRAINT LES COUPES BUDGÉTAIRES

PAGE 10 «Radovan Vitek n'a pas prévu d'abandonner Crans-Montana.»

STÉPHANE PONT PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES COMMUNES DE CRANS-MONTANA

PARLONS-EN

LES MERCREDIS DE L'ÉCONOMIE



ALDO FERRARI VICE-PRÉSIDENT UNIA

Le partenariat social face au discours politique

Le partenariat social fait partie du discours politique suisse depuis des décennies. Il a aussi grandement contribué au succès de notre pays durant les temps difficiles. Il est utile de le rappeler au moment où les grands penseurs de la croisade contre la voie bilatérale avec l'Europe fustigent, dans la presse dominicale alémanique, les conventions collectives de travail qui ne serviraient à rien et qui seraient même un frein à la lutte contre le franc fort et aux défis économiques qui nous attendent. M. Christophe Blocher fait référence à la convention collective de l'hôtellerie-restauration qui règle les conditions de travail de plus de 200 000 personnes en Suisse.

Il se trouve que notre pays est confronté à la réalité d'un monde économique dont les frontières ne s'arrêtent plus aux Alpes ou au lac de Constance et nous en faisons l'apprentissage ou plutôt le constat quotidien. Cette réalité est celle de toutes nos entreprises d'exportation et de notre industrie du tourisme, de laquelle dépend une bonne partie des autres activités économiques à commencer par celle de la construction.

Bien entendu, on est même prêt à demander au peuple d'assouplir la mise en vigueur de l'initiative populaire contre l'immigration de masse «puis-que l'Europe n'acceptera jamais de discuter sur la libre circulation des personnes». Mais pour ce faire, dans la perspective d'un marché du travail totalement dérégulé, il faut commencer par

détruire le partenariat social et sa meilleure expression, la convention collective de travail. En tout cas, limiter la négociation au niveau de l'entreprise et la conduire directement avec celui auquel on offre sa place de travail.

La négociation entre syndicats et associations patronales garantit le droit d'association et les standards internationaux du BIT (Bureau international du travail) en la matière ne sont pas des outils bureaucratiques mais des garan-

ties d'une composante démocratique de l'économie de marché. On peut regretter de voir certaines associations économiques nationales suivre une ligne imposée par ceux-là même qui leur ont infligé, le 9 février 2014, la remise en cause, à terme, des accords bilatéraux. Il est certaine-

ment préférable de ne pas laisser à l'UDC le soin de proposer, sous couvert de mauvaise volonté des Européens, une nouvelle consultation du peuple sur l'immigration de masse. Un nouveau vote sur la voie bilatérale et l'ensemble des accords qui y sont liés doit maintenant être envisagé. Le calendrier est dans les mains du Conseil fédéral. Mais sans renforcement de la protection des conditions de travail et de l'emploi, en particulier au travers des CCT, cette votation est compromise. Certains l'ont compris et tentent de discréditer les acteurs de ce partenariat social. Gageons qu'ils n'arriveront pas à leur fin, il y va d'une paix sociale digne de ce nom et de notre prospérité économique. ◉